

# REGARD SUR LA PRÉSIDENTENCE D'HUGO CHAVEZ AU VENEZUELA

Christian Tremblay

Février 2003

Première partie

La surprenante victoire d'Hugo Chavez Frias aux élections générales de 1998 mettait fin au bipartisme institutionnalisé depuis 1958 au Venezuela, surnommé le Pacte de Punto Fijo. Celui-ci renvoie aux accords de partage de pouvoir, après la chute de la dictature du Général Marcos Pérez Jimenez (1948-1958), entre les partis politiques Accion Democratica (AD) et le Comité de Organizacion Politica Electoral Independiente (COPEI) qui ont alterné à la présidence pendant 40 ans.

Parmi les diverses sources de la victoire électorale de Chavez en 1998, on compte la grogne de la population engendrée par la corruption et le clientélisme des élites politiques, l'impopularité des mesures d'ajustements structurels imposées à partir de la fin des années 80 et l'émergence, sur la scène nationale, d'un nouveau leader charismatique, canalisant les frustrations d'une partie de la population totalement exclue du jeu politique<sup>1</sup>.

Chavez, militaire de formation, fut le leader d'un mouvement de protestation né à l'intérieur des forces armées en 1982, le *Movimiento Revolucionario Bolivariano 200* (MRB 200), qui tenta un coup d'État en 1992. Plusieurs officiers associés au MRB 200, dont Chavez, furent incarcérés à la suite du coup d'État manqué et ce, jusqu'en 1994, date à laquelle le nouveau Président Caldera les amnistia.

---

<sup>1</sup> CAMERON, Maxwell A. et Flavie MAJOR. 2001. « Venezuela's Hugo Chavez : Savior or Threat to democracy? ». *Latin American Research Review*, 36 (3) : 260

À sa sortie de prison, Chavez quitta les forces armées et entreprit le parcours qui le conduisit à l'élection présidentielle de 1998, qu'il remporta avec plus de 55% des voix. Suivront deux référendums, l'un pour élire les membres d'une Assemblée nationale constituante (avril 1999) et l'autre pour approuver la nouvelle Constitution (décembre 1999), et des méga-élections réalisant Chavez comme Président. Les méga-élections lui donnèrent également une majorité de Gouverneurs et de députés à l'Assemblée nationale ainsi que de nombreuses mairies. C'est donc un changement en profondeur du paysage politique qu'a connu le Venezuela depuis 1998. Il est important de préciser que cette transformation s'est effectuée de façon démocratique, ce que certains semblent parfois oublier. Lors d'une entrevue avec Marta Harnecker, Chavez a affirmé que l'idée de changer le cadre politico-juridique était essentielle et représentait la première étape visant à transformer le tissu socioéconomique de la société. C'est l'argument au cœur du processus révolutionnaire bolivarien.

El Gobierno habilitado por la Asamblea Nacional hizo, como sabes, 49 leyes, entre ellas : la Ley de Tierras, la Ley de Bancos, la Ley de Micro finanzas, la Ley de Pesca, la Ley de Hidrocarburos, leyes que tocan los intereses de la oligarquía y de las clases dominantes, historicamente hablando. Cuando estas clases vieron que nosotros si estábamos decididos a profundizar este proceso y estábamos apuntando a la transformacion de la estructura economico-

social, entonces comenzaron a trabajar por el golpe que reventó el 11 de abril<sup>2</sup>.

Les opposants de Chavez et plusieurs analystes précisent que les 49 lois mentionnées dans la citation sont plutôt 49 décrets car, après avoir été rédigées par le Conseil des ministres et signées par le Président, elles ont force de loi même si elles doivent être entérinées par l'Assemblée nationale par la suite. Ce phénomène est représentatif de la situation au Venezuela pour laquelle il est très difficile de se faire une idée juste.

Parallèlement à toutes ces réformes institutionnelles, un mouvement d'opposition composé de la bourgeoisie et d'une partie de la classe moyenne exige le départ du Président. Le coup d'État du 11 avril 2002 a représenté un des points culminants de la protestation de ce groupe et s'est soldé par un échec. Cependant, l'affrontement continue et personne ne peut dire si Chavez terminera son mandat. Des grèves générales ont été déclenchées depuis le début du mois de décembre dernier pour manifester contre le gouvernement même si celui-ci conserve toujours l'appui des classes populaires. Ces dernières représentent 80 % de la population<sup>3</sup> et semblent prêtes à tout pour protéger « leur révolution ».

### Importance du pétrole

Le pétrole joue un rôle fondamental dans l'activité économique de cette nation. Les énormes revenus qui sont tirés de son exploitation ont largement conditionné (et continuent de le faire) les stratégies de développement instaurées par les différents gouvernements du Venezuela. Par exemple, en 2001, les exportations pétrolières constituaient 75 % des exportations totales du pays et 9,8 % de son PIB<sup>4</sup>.

These oil policies, and the increased fiscal income it generates, underpin the entire Chavez project. Public investments and the employment they bring, for example, in education, health, housing and infrastructure, are necessary not only to sustain expectations of improved living conditions for the poor, but to generate the human and physical capital necessary for the future economic development<sup>5</sup>.

L'entreprise publique pétrolière Petroleos de Venezuela (Pdvs) fut créée en 1976 dans le cadre de la nationalisation du pétrole au Venezuela. L'industrie pétrochimique du pays fut également nationalisée, en 1978. Cette tardive nationalisation de l'or noir (si on la compare

au Mexique) n'avait pas empêché le pays d'être membre fondateur de l'OPEP en 1960. Le Venezuela tirait, en effet, des revenus importants des concessions de l'exploitation de son pétrole par les compagnies étrangères telles que Shell, Exxon, Jersey Standards et Gulf.

Véritable empire étatique au Venezuela, Pdvs fournissait, en 2001, 55% des recettes fiscales du gouvernement central et l'activité pétrolière représentait 30 % du PIB du pays<sup>6</sup>. Ces chiffres sont spectaculaires et démontrent à quel point l'économie vénézuélienne est dépendante des hydrocarbures. En fait, au Venezuela, encore plus qu'au Mexique, le prix du pétrole sur les marchés internationaux détermine l'agenda économique.

Entre 1989 et 1998, appelée alors la période de la « Apertura Petrolera », la stratégie pétrolière consista à l'internalisation de la Pdvs. Brièvement, l'objectif était d'intégrer verticalement Pdvs en investissant à l'étranger dans le but d'assurer ses marchés. Cela a eu comme conséquence une augmentation des partenariats avec des firmes étrangères et une baisse de la rente pétrolière pour le Venezuela. (Boué 2002). C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la réforme pétrolière du gouvernement Chavez, concrétisée par la *Ley Organica de Hidrocarburos Gaseosos* de 1999 et la *Ley Organica de Hidrocarburos* de 2001.

Con la derogatoria de toda la legislación previa y la promulgación de estas dos nuevas leyes orgánicas se establecen las bases legales de una reforma petrolera comparable en sus ambiciones y propósitos a la de 1943, con la ley de Medina que unificó el régimen concesionario, o a la de 1975, con la Ley de Nacionalización<sup>7</sup>.

Cette nouvelle réforme, qualifiée de nationaliste par tous les analystes de la question, aura pour objectif central de garder Pdvs sous contrôle public et de faire augmenter la rente pétrolière au pays. La résistance à cette réforme a été forte. En fait, elle est toujours omniprésente car l'objectif (de Chavez) de replacer Pdvs sous contrôle direct du Ministère de l'Énergie n'a pas du tout plu à une équipe de gestionnaires agissant de plus en plus comme les gérants d'une firme privée<sup>8</sup>. De plus, les syndicats des employés pétroliers et clients de l'ancien régime sont puissants et s'opposent à la fois à la réforme et au Président Chavez. La difficulté de réformer Pdvs (accusée également de corruption) nous renvoie à l'idée de la relative autonomie de l'État. Dans l'entrevue qu'il a accordée à Harnecker, Chavez affirme que :

Muchas veces ocurre que tu designas a un funcionario bueno, con buena capacidad, para que vaya a un lugar a transformar una institución y resulta que la institución termina tragándose, absorbiéndolo. Un ejemplo es Pdvs, esa empresa

<sup>2</sup> HARNECKER, Marta. 2002. *Hugo Chavez Frias : un hombre, un pueblo*. Rebelion : Medio electrónico de información alternativa. [http://www.nodo50.org/cubasingloXXI/politica/harnecker24\\_310802.pdf](http://www.nodo50.org/cubasingloXXI/politica/harnecker24_310802.pdf) : 25

<sup>3</sup> BELLO, Walden. 2002. « Revolución y contrarrevolución en Venezuela ». Rebelion : Medio electrónico de información alternativa. <http://www.rebelion.org/venezuela/bello201002.htm> : 2

<sup>4</sup> CEPAL. 2002. *Situación y perspectivas 2002. Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2001-2002 : Venezuela*. Pagina web de la CEPAL.

[http://www.eclac.org/publicaciones/DesarrolloEconomico/4/LCG2184P/lcg2179\\_ven.pdf](http://www.eclac.org/publicaciones/DesarrolloEconomico/4/LCG2184P/lcg2179_ven.pdf) : 7

<sup>5</sup> LANDER, Luis E. 2001. « Venezuela's Balancing Act ». *NACLA, Report on the Americas*, 34 (4) : 25

<sup>6</sup> SANTISO, Javier. 2002. « Du bon révolutionnaire au bon libéral? À propos d'un étrange caméléon latino-américain ». *Problèmes d'Amérique latine*, 44 : 125

<sup>7</sup> LANDER, Luis E. 2002. « Presentación : La reforma petrolera del Gobierno de Chavez ». *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 8 (2) : 185

<sup>8</sup> *loc. cit.*, Luis E. Lander. « Venezuela's Balancing Act ».

monstruo. Allí aun no hemos hecho grandes cambios<sup>9</sup>.

C'est sûrement pour cette raison que Chavez nomma dernièrement à la tête de Pdvsa, l'architecte de sa réforme pétrolière et ex-Secrétaire général de l'OPEP, Ali Rodriguez Araque.

Finalement, dès son arrivée au pouvoir, Chavez resserra les liens avec les pays membres de l'OPEP et les pays non-membres pour restreindre l'offre et faire monter le prix du baril de pétrole qui se situait alors au prix plancher de 8,43 dollars en février 1999. Cette stratégie, combinée à des facteurs externes comme le début de la deuxième Intifada et la reprise économique en Asie de l'Est<sup>10</sup>, fit grimper rapidement le prix de l'or noir et donna à Chavez un nouveau départ. Ce qui nous amène à aborder le thème des orientations prises par son gouvernement concernant le développement économique du pays.

### Modèle de développement économique

Tout d'abord mentionnons deux spécificités du modèle de développement prôné par Chavez. Premièrement, la politique économique, comme la politique énergétique analysée précédemment, correspond à un modèle de développement national-populaire favorisant le développement du marché interne. Nous reviendrons sur l'importance accordée au marché national. Quant à la caractéristique populiste du régime, indépendamment de la définition que l'on retient de ce concept en Amérique latine<sup>11</sup>, il est clair que Chavez est associé à celui-ci. Mentionnons comme exemples l'utilisation que le Président fait de la religion catholique ou encore l'émission de télévision hebdomadaire dans laquelle Chavez règle en direct les problèmes individuels de certains citoyens.

Deuxièmement, il y a plusieurs façons de nommer le phénomène relié à la prédominance de l'industrie pétrolière dans des économies comme le Venezuela, le Mexique, l'Iran, le Nigeria, etc. Certains parlent du *Dutch Disease Model*, d'autres de *Oil syndrome* alors qu'en Amérique latine, la majorité préfère l'expression *Petrolizacion de la economia*. Dans tous ces cas, les analystes se réfèrent sensiblement au même phénomène c'est-à-dire :

Desde ese punto de vista, la presión que sobre el tipo de cambio ejerció en esas sociedades un sector altamente productivo como el petrolero determinó un proceso de apreciación cambiaria que se tradujo en el incremento espectacular de las importaciones y, como corolario, en una contracción de los sectores manufacturero y agrícola de esos países<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> *loc. cit.*, Marta Harnecker. *Hugo Chavez Frias : un hombre, un pueblo*. : 32

<sup>10</sup> *loc. cit.*, Luis E. Lander. « Venezuela's Balancing Act ».: 29

<sup>11</sup> WEYLAND, Kurt. 2001. « Clarifying a Contested Concept : Populism in the Study of Latin American Politics ». *Comparative Politics*, October 2001

<sup>12</sup> MORALES ESPINOZA, Agustin. 2002. « El sector agrícola y el abastecimiento alimentario en los países exportadores de petróleo : el caso venezolano ». *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 8 (2) : 103

Une vague inflationniste est associée à un tel phénomène. Espinoza précise également dans son analyse sur le secteur agricole au Venezuela que cette conceptualisation du phénomène doit servir seulement comme point de départ pour analyser une économie. Il faut par la suite étudier la structure et la dynamique particulière de chacune d'elle. Par exemple, l'économie mexicaine est plus diversifiée que la vénézuélienne, soulignons notamment le secteur touristique mexicain responsable de l'entrée de beaucoup de devises dans ce pays.

Si l'analyse de la politique de développement du gouvernement Chavez de 1999 à aujourd'hui est très intéressante, elle se réalise par contre sans aucun recul puisque cette politique est en processus d'implantation. De plus, comme nous le mentionnions auparavant, l'administration Chavez s'est concentrée prioritairement sur les réformes institutionnelles (cadre politico-juridique) depuis son arrivée au pouvoir en 1999 en argumentant que la transformation de l'économie suivrait ces réformes. Ceci étant, nous pouvons tout de même porter un regard critique sur ce qui a été fait au Venezuela depuis près de quatre années.

Mentionnons tout d'abord que Chavez reconnaît lui-même que son modèle économique reste à définir comme Marta Harnecker le souligne en introduction de son livre-entrevue :

[...] fue imposible desarrollar completamente el amplísimo cuestionario que yo [Harnecker] había elaborado. Los mayores vacíos se dieron en dos temas : los elementos teóricos que fundamentan su proyecto [de Chavez] y el instrumento político que se requiere para enfrentar los enormes desafíos que se plantean. Temas que, por lo demás, Chavez reconoce abiertos para él<sup>13</sup>.

Toutefois, il est clair que l'idéologie de Chavez est de gauche et égalitariste<sup>14</sup>. Les hommes politiques qui l'ont marqué, mis à part Simon Bolivar à qui il loue un véritable culte, ont été Torrijos au Panama et Velasco au Pérou, deux militaires nationalistes mais non communistes. La propagation de l'idéologie bolivarienne pour combattre l'individualisme fait également partie du processus de transformation de la société. En fait, elle en est le moteur selon Chavez<sup>15</sup>. Ce qui explique pourquoi la grande majorité des gens qui entourent le Président pensent comme lui et que les décisions sont centralisées à Caracas, pour ne pas perdre « l'esprit bolivarien » du processus de transformation de la société. Chavez défend évidemment le contraire mais les analyses vont dans le sens d'une forte centralisation. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Le Venezuela est sorti d'une profonde récession, passant d'un taux de croissance du PIB réel de -7,2 % en 1999 à des taux successifs de 4,0 % en 2000 et 2,7 % en

---

<sup>13</sup> *loc. cit.*, Marta Harnecker. *Hugo Chavez Frias : un hombre, un pueblo*. : 6

<sup>14</sup> *loc. cit.*, Maxwell A. Cameron et Flavie Major : 260

<sup>15</sup> *loc. cit.*, Marta Harnecker. *Hugo Chavez Frias : un hombre, un pueblo*. : 6

2001<sup>16</sup>. Évidemment, l'importante hausse du prix du baril de pétrole représente un facteur déterminant expliquant cette augmentation du PIB. Tous les analystes parlent donc d'une lente mais réelle reprise économique au Venezuela avec une inflation relativement basse située à 12,3 % en 2001<sup>17</sup>. L'année 2002 présentera des chiffres beaucoup moins encourageants en raison de l'instabilité très élevée dans laquelle s'est retrouvé le pays. Cette instabilité fut causée par la fuite de capitaux, les événements du 11 avril dernier et une inflation plus importante. Le Ministre de la Planification et du Développement annonçait en novembre dernier une reprise au deuxième semestre de l'année 2002<sup>18</sup>, mais le mouvement de grèves qui débuta en décembre est venu changer la donne.

### Marché interne favorisé

Le modèle économique que Chavez tente d'implanter prend racine dans les 49 lois-décrets que son gouvernement a émis en 2001, notamment la nouvelle législation sur les hydrocarbures, la réforme agraire, la pêche, les banques, le micro-crédit, la fiscalité. La majorité des réformes possèdent une forte composante nationaliste et ont pour objectif d'améliorer la situation des classes populaires. Par contre, les réformes ne sont pas aussi drastiques que certains le prétendent. A ce sujet, Petras affirme :

In other words, there's been no radical or even moderate redistribution of income. There has been no expropriation of any property - except unutilized farmland that's paid for in cash. That's about the most conservative land reform you'll see anywhere in Latin America - market prices for the land, paid in cash<sup>19</sup>

Le gouvernement a cherché également à se rapprocher du secteur privé en déréglementant le secteur des télécommunications et en privatisant la filière de l'aluminium et de l'électricité à Caracas<sup>20</sup>. Les partenariats et les ventes d'actifs publics se sont réalisés en favorisant les compagnies nationales, que ce soit concernant le secteur du pétrole ou celui de l'aluminium. Ensuite, les dépenses en infrastructures et celles dirigées vers le secteur social ont été accrues dans le cadre d'une politique budgétaire plus expansive que la rente du pétrole a permis à partir de 2000. Nous n'analyserons pas les dépenses engagées au niveau social, mais mentionnons que le gouvernement resta tout de même prudent dans sa politique budgétaire, comme en témoigne la création du Fonds de stabilisation macroéconomique (FSM) dans lequel l'administration

<sup>16</sup> *loc. cit.*, CEPAL 2002 : 1

<sup>17</sup> *loc. cit.*, CEPAL 2002 : 1

<sup>18</sup> PEREZ, Felipe. 2002. « El repunte de la actividad económica en el segundo semestre del año ». *Rebellion: Medio electrónico de información alternativa*.

<http://www.rebellion.org/venezuela/fperez061102.htm>

<sup>19</sup> PETRAS, James. 2002. « James Petras on how the U.S. tried to topple Hugo Chávez "The coup was directed by the White House" ». *Socialist Worker Online*, [http://www.socialistworker.org/2002/1/406/406\\_08\\_PetrasOnChavez.shtml](http://www.socialistworker.org/2002/1/406/406_08_PetrasOnChavez.shtml) : 3

<sup>20</sup> QUENAN, Carlos. 2000. « L'économie du Venezuela : amélioration conjoncturelle, faiblesses structurelles ». *Problèmes d'Amérique latine*, 39 : 25

Chavez versa la somme de 2,7 milliards de dollars en 2000<sup>21</sup>.

Un des défis majeurs du Venezuela est de diversifier son économie pour la rendre moins dépendante du pétrole et diminuer les importations affectant le secteur manufacturier. La forte dévaluation de la monnaie locale en 2002, due essentiellement à la fuite de capitaux, diminua les importations et favorisa les exportations non-pétrolières. Par contre, la diversification de l'économie passe nécessairement par une stratégie concertée avec le secteur privé, ce dernier ayant connu une augmentation significative de 5,1% en relation avec le PIB en 2001<sup>22</sup>. C'est donc une véritable alliance avec le secteur privé que Chavez a besoin, secteur qui actuellement ne cherche qu'à le destituer de son poste.

La oposición no parece comprender que aun cuando ellos sean la mayoría, lo que es dudoso, una regla fundamental del juego democrático es que líderes son electos para un período predefinido y que si uno quisiera nuevos líderes, se debería esperar hasta la elección para el próximo período constitucional. Hasta la actualidad, la oposición en Venezuela constantemente se rehusa a reconocer esta regla básica, lo que hace virtualmente imposible al diálogo<sup>23</sup>.

La chose la plus étonnante au sujet de la situation au Venezuela est que les positions économiques du gouvernement Chavez et de l'opposition ne semblent pas irrécyclables. Peut-être le sont-elles du point de vue de la petite oligarchie qui dominait, mais pas du point de vue de tous les gens d'affaires. Chavez veut créer un marché intérieur fort en favorisant l'émancipation, notamment économique, des classes populaires, et cela devrait plaire à un certain nombre d'entrepreneurs nationaux. Manifestement, cela ne semble pas le cas.

Il y aurait donc bien d'autres facteurs à analyser pour tenter de comprendre cette polarisation tels que la politique étrangère suivie par le Président, le rôle des médias ou encore des aspects plus sociologiques comme le racisme présent dans la société vénézuélienne, mais cela sort du cadre de cette note.

### Problèmes structurels

Revenons au modèle de développement économique: trois problèmes structurels demeurent présents. Premièrement, les résultats sont très minces au niveau de la lutte contre la corruption. Ensuite, le processus de décentralisation ne semble pas effectif et finalement, la réforme fiscale visant à accroître la collection d'impôt a été qualifiée de timide<sup>24</sup>.

<sup>21</sup> *ibid* : 30

<sup>22</sup> *loc. cit.*, CEPAL 2002 : 7

<sup>23</sup> WILPERT, Gregory. 2002. « Por que la Clase Media Venezolana (en su mayoría) se opone a Chavez? ». *Rebellion: Medio electrónico de información alternativa*.

<http://www.rebellion.org/venezuela/gwilpert301002.htm> : 4

<sup>24</sup> PORRAS PONCELON, Temir. 2000. « Venezuela : les ambiguïtés de la « révolution bolivarienne ». *Problèmes d'Amérique latine*, 39

Chavez avoue lui-même que son gouvernement a peu avancé par rapport à la corruption mais il se défend en disant qu'il est difficile de changer rapidement une bureaucratie:

Aquí la corrupción, como buena parte de América latina, es un fenómeno cultural; un fenómeno duro, difícil de combatir; es una cosa que esta presente no solo en los mas altos niveles, tambien llega a los niveles bajos. Es como un cancer que se ha irradiado en todas direcciones. Eso hay que tomarlo en cuenta, de entrada<sup>25</sup>.

Par contre, des cas de corruption ont été signalés, impliquant des proches de Chavez, dont des militaires responsables du Plan Bolivar 2000. Ce plan « civique-militaire » nous amène à aborder le thème de la décentralisation. Peu après avoir pris le pouvoir en février 1999, Chavez envoya 40 000 militaires (Plan Bolivar 2000) dans les régions les plus marginalisées du pays réaliser des projets sociaux tels que la construction d'écoles, la distribution de médicaments, l'ouverture de chemins, etc. Les militaires étaient responsables des projets, et donc, les ressources financières ne passaient pas par les élus locaux. Il faut préciser qu'au début 1999, les Gouverneurs et les maires n'étaient pas de la même allégeance politique que Chavez.

While these military-led efforts at alleviating poverty and stimulating economic development may provide significant public benefits, they have come at the expense of civilian participation and leadership in these areas. Instead, the Chavez administration has starved opposition governors and mayors of resources with which to address these problems. This strategy of underfunding regional governments has continued even as Venezuela has benefited from a sharp rise in world oil prices that peaked at more than thirty dollars per barrel, generating a large sum of windfall revenues with which the central government can fund discretionary spending [...] Instead, military garrisons, as principal executors of the Plan Bolivar 2000 in each state, have benefited from these revenues and replaced the state and municipal governments as the main agents for regional development and the alleviation of poverty<sup>26</sup>.

Pour nuancer ces propos, mentionnons que le gouvernement Chavez a lancé un programme favorisant l'organisation communautaire et la création de coopératives dans les régions rurales. Comme ce programme est très récent, le temps permettra d'analyser les résultats.

Finalement, concernant la réforme fiscale, Petras affirme qu'elle a été modérée : « He's [Chavez] increased taxes to some limited degree, so that the upper classes pay something, rather than nothing ».

<sup>25</sup> *loc. cit.*, Marta Harnecker. *Hugo Chavez Frias : un hombre, un pueblo*. : 30

<sup>26</sup> TRINKUNAS, Harold A. 2002. « The Crisis in Venezuelan Civil-Military Relations : From Punto Fijo to the Fifth Republic ». *Latin American Research Review*, 37 (1) : 69

## Politique agricole

Comme nous l'avons mentionné auparavant, une des caractéristiques d'une économie dominée par l'activité pétrolière est d'être fortement importatrice de produits agricoles. Le Venezuela ne fait pas exception à cette règle puisque la balance commerciale agricole est négative (en moyenne de 1,2 milliard de dollars par année) et le pays importe 70 % de sa nourriture<sup>27</sup>. Mise à part l'explication reliée aux économies pétrolières, cette réalité se comprend en analysant d'autres facteurs tels que la concentration de la terre. En effet, l'organisation vénézuélienne de défense des droits de la personne PROVEA estime que 2 % des familles propriétaires possède 60 % des terres cultivables du pays. Morales identifie un autre facteur expliquant la faiblesse du secteur agricole au Venezuela soit la structure de l'industrie agroalimentaire nationale.

Las importaciones de alimentos, el comportamiento deficitario de la producción agrícola nacional de insumos para su procesamiento agroindustrial, y la estructura oligopozada y transnacionalizada de la industria agroalimentaria constituyen fenómenos interdependientes y determinados por las políticas económicas, tanto de Venezuela como de los países exportadores de alimentos<sup>28</sup>.

C'est donc par une stratégie combinant plusieurs facettes que le gouvernement Chavez tente de réduire la dépendance alimentaire du pays envers l'extérieur. La stratégie combine essentiellement une réforme agraire modérée, une réduction fiscale favorisant les entreprises agricoles, la réactivation de l'*Instituto Agrario Nacional*, l'augmentation du financement du secteur et un programme d'irrigation et d'amélioration des infrastructures du pays. En 2000, l'impact de l'application d'une partie de cette stratégie (la *Ley de Tierras* est entrée en vigueur seulement en 2001) fut une augmentation de 5 % de la production agricole par rapport à l'année précédente<sup>29</sup>.

En lo productivo vemos favorable un cambio hacia una estrategia proteccionista y de soberania alimentaria, aunque las políticas del Estado han carecido de coherencia y eficacia, y no se han traducido en un programa integral que incorpore esta nueva vision<sup>30</sup>.

## Vision de l'intégration économique régionale

Le thème de l'intégration économique est intéressant car il définit également le modèle de développement que Chavez tente d'instaurer au Venezuela. Le Venezuela est

<sup>27</sup> PROVEA. 2002. « Derechos economicos, sociales y culturales : entre el garantismo, políticas incoherentes y deficiente gestion ». *Informe anual No 13*.

[http://www.derechos.org/ve/ongs\\_ven/provea/infanu.html](http://www.derechos.org/ve/ongs_ven/provea/infanu.html)

<sup>28</sup> *loc. cit.*, Agustin Morales Espinoza. « El sector agrícola y el abastecimiento alimentario en los países exportadores de petróleo : el caso venezolano » : 123

<sup>29</sup> *loc. cit.*, Agustin Morales Espinoza. « El sector agrícola y el abastecimiento alimentario en los países exportadores de petróleo : el caso venezolano » : 116

<sup>30</sup> *loc. cit.*, PROVEA 2002

membre de la Communauté andine mais son principal partenaire commercial dans les Amériques sont les États-Unis, en raison notamment des exportations pétrolières dirigées vers ce pays. L'intégration économique à laquelle fait référence Chavez cherche donc à réduire la dépendance envers le marché américain et s'apparente ni plus ni moins au grand rêve de Bolivar d'une Amérique latine unie. « His [Chavez] support for Latin American integration, which ignored U.S. plans to extend the North American Free Trade Agreement, went beyond economic agreements and included even military coordination »<sup>31</sup>. Interviewé par Harnecker, Chavez affirme également souhaiter une intégration des entreprises pétrolières publiques d'Amérique latine.

He planteado-como te decia-, la idea de crear Petroamérica, con esto de las economías complementarias; la integración de las universidades; la integración cultural; el tratamiento del desarrollo de zonas fronterizas comunes. Hay una serie de elementos, incluso hay algunas ideas del modelo de integración existente que están en marcha con las patas quebradas –por decirlo así-, y que pudieran ser útiles: trabajos técnicos de la CEPAL, de la ALADI, del SELA. Hay instituciones que tienen trabajos elaborados de integración que pudieran muy bien aportar. Casi todas fueron satanizadas por el neoliberalismo<sup>32</sup>.

Au-delà de la rhétorique, il est évident que Chavez tente de changer les rapports de forces dans les Amériques, actuellement à l'avantage de Washington. Aussitôt après avoir pris le pouvoir en 1999, il signifie au Président Cardoso son désir de rejoindre le Mercosur. Cependant, les autres pays de la Communauté andine ont mal réagi en mentionnant que Chavez désirait en finir avec la Communauté andine, ce à quoi ce dernier a répondu qu'il souhaitait une intégration des deux blocs économiques.

Cet ambitieux projet d'opposer une intégration de l'Amérique latine aux États-Unis est évidemment alimenté par une bonne dose d'utopie mais il ne faut pas non plus sous-estimer sa portée. La conjoncture change en Amérique latine notamment en raison de l'émergence de nombreux mouvements socio-politiques et de l'arrivée au pouvoir de présidents favorables aux idées de Chavez au Brésil et en Équateur. Il faudra également surveiller les prochaines élections en Argentine. Finalement, cette idée d'intégration de l'Amérique latine contient une idée très attrayante soit celle de renégocier en bloc la dette extérieure de chacun des pays pour libérer des fonds pouvant être redirigés vers le développement.

## Réflexions sur le modèle de développement économique

L'expérience de Chavez met en évidence plusieurs aspects du processus d'élaboration des politiques de développement de ce pays. Premièrement, l'expérience démontre que la rente pétrolière conditionne la politique économique du Venezuela et lui procure une marge de manœuvre, mais qu'elle n'encourage pas la diversification de son économie. La rente du pétrole permettait auparavant d'alimenter les régimes clientélistes comme celui du Venezuela du Pacte de Punto Fijo. Peut-on également parler de régime clientéliste dans le Venezuela de Chavez ? À mon avis non, il serait plutôt préférable de parler de paternalisme. Et ce paternalisme est beaucoup facilité par les ressources financières provenant des exportations pétrolières.

Ensuite, l'approche théorique autonomiste semble la mieux convenir pour expliquer ce processus d'élaboration des politiques publiques. C'est-à-dire que l'administration Chavez, propulsée par des succès électoraux successifs et caractérisée par une façon autoritaire d'exercer le pouvoir, modifie en moins de quatre ans la Constitution du pays, les lois, les institutions et le modèle de développement. Les classes populaires représentent le secteur priorisé par ces réformes, secteur historiquement exclu du bipartisme de Punto Fijo. Évidemment, les événements du 11 avril dernier et ceux qui se produisent actuellement au Venezuela nous démontrent les limites de l'autonomie de cette administration, surtout lorsque celle-ci touche aux intérêts de puissants groupes économiques (peut-être la théorie de la dépendance serait utile pour expliquer cette situation mais cela exigerait une autre analyse).

Finalement, le régime politique de Chavez est caractérisé par des problèmes structurels tels que la corruption et la fuite de capitaux qui handicapent lourdement le projet de développement. Ces maux endémiques à l'Amérique latine ne sont évidemment pas reliés exclusivement aux régimes nationaux-populaires mais disons que ce modèle de développement semble favoriser ces phénomènes.

Ce qui nous amène à conclure en valorisant les idées d'Alain Touraine, qui soulignait le rôle central de l'État pour la redistribution de la richesse mais qui affirmait également que :

[...] l'État doit rompre avec le modèle national-populaire [...] l'efficacité de l'État ne peut venir de sa seule initiative; elle suppose aussi la formation ou le renforcement des acteurs sociaux et la création d'un système de rapports politiques plus autonomes qu'autrefois par rapport à un État qui se substituait aux acteurs sociaux<sup>33</sup>.

Cette notion d'autonomie, qui ne veut évidemment pas dire l'autonomie du marché, est centrale et passe nécessairement par une participation politique élargie<sup>34</sup>. Par

<sup>31</sup> ELLNER, Steve. 2001. « The Radical Potential of Chavismo in Venezuela : The First Year and a Half in Power ». *Latin American perspectives*, 28 (5) : 21

<sup>32</sup> *loc. cit.*, Marta Harnecker. *Hugo Chavez Frias : un hombre, un pueblo*. : 61

<sup>33</sup> TOURAINE, Alain. 1988. *La parole et le sang : Politique et société en Amérique latine*. Paris : Éditions Odile Jacob. : 415

<sup>34</sup> *ibid.* : 421

exemple, un groupe d'intellectuels vénézuéliens a écrit un document intitulé *Un dialogo por la inclusion social y la profundizacion de la democracia* dans lequel ces intellectuels disent appuyer le processus de transformation de la société de Chavez mais formulent plusieurs critiques visant à l'améliorer.

### **Conclusion**

Cette note de recherche devrait être complétée par l'analyse de la politique sociale, mais aussi de l'implication des États-Unis dans les affaires internes du Venezuela. Les événements qui se déroulent actuellement au Venezuela sont très préoccupants et personne ne peut prédire le dénouement de cet affrontement entre les *Chavistas* et l'opposition. Le contrôle du pétrole est évidemment au centre de l'affrontement confirmant son importance vitale pour le pays. Le coup d'État d'avril dernier et les quelques heures à la présidence de Pedro Carmona nous ont permis de constater à quel point les dirigeants de la *Coordinadora democratica* étaient démocratiques... Il semble bien qu'un autre coup d'État pourrait avoir lieu comme si l'Amérique latine n'en avait jamais fini avec l'Histoire. A cet effet, certains évoquent la présidence de Chavez avec le Chili d'Allende...